

Fiche d'information: "Des Manipulateurs de Marionnettes: Comment les Corrompus Utilisent les Structures Légales pour Cacher les Biens Mal Acquis et Que Faire contre ces Agissements"

L'importance de l'étude

"Les Manipulateurs de Marionnettes" est une étude qui examine les liens entre la corruption à grande échelle des personnes publiques de haut niveau et la dissimulation des biens mal acquis par le biais des sociétés écrans, des fondations et des trusts opaques.

Exemples

- **L'affaire Anglo-leasing (Kenya):** en 2002, le gouvernement du Kenya a fait un appel d'offre afin de remplacer son système d'impression de passeports. Bien qu'ayant reçu une proposition de 6 millions d'euros d'une compagnie française, le gouvernement kenyan a signé un contrat cinq fois plus cher avec Anglo-Leasing et Finance Ltd., une société écran britannique inconnue établie à Liverpool. Cette décision fut prise bien qu'Anglo-Leasing ait proposé de sous traiter la mission à la dite compagnie française.
- En mars 2010, **DaimlerChrysler Automotive Russia SAO (DCAR)** a plaidé coupable de complicité de corruption d'agents étrangers et corruption d'agents étrangers. L'Accord amiable accepté par Daimler indiquait 25 paiements sur des comptes en banque situés en Lettonie, en Suisse, aux Etats-Unis et dans des Etats non identifiés ; les comptes étaient ouverts au nom de certaines sociétés enregistrées ou ayant une adresse dans 7 différents Etats : les Bahamas, Costa Rica, Chypre, l'Irlande, les Seychelles, la Grande Bretagne ; ainsi qu'en Californie, au Delaware et en Floride.

Principales recommandations de l'étude

- **Les gouvernements devraient adopter une stratégie pour combattre l'utilisation de sociétés et de fondations pour dissimuler les biens mal acquis.** Leur stratégie devrait identifier quel type de sociétés est utilisé au sein de l'Etat pour cacher les produits du crime et déterminer la meilleure façon de rendre ces entités et structures plus transparentes. Les actions aux porteurs (appartenant entièrement à la personne détenant le certificat d'actions) devraient être interdites ou immobilisées.
- **Tous les prestataires de services financiers et boursiers aux sociétés devraient collecter des informations relatives aux bénéficiaires effectifs des sociétés et vérifier si ces informations sont exactes.** Les prestataires de services juridiques, financiers et administratifs (constitution et gestion des sociétés) sont souvent les mieux placés pour comprendre leurs clients et distinguer entre la fiction juridique et la réalité. Elles devraient être obligées d'identifier les bénéficiaires effectifs et de fournir des informations à la police quand cela est nécessaire.
- **Tous les registres du commerce devraient fournir un minimum d'informations sur les entités enregistrées et permettre des recherches simples (en ligne) de ces informations.** A tout le moins cela devrait inclure des informations sur les actionnaires, les membres et la direction, ainsi qu'un historique de la société.
- **Renforcer les compétences et les capacités d'investigation.** Etendre la formation et assurer des ressources humaines et financières adéquates pour mener des investigations complexes et transnationales.

Comment ont été rassemblées les données du rapport

En utilisant des sources publiques officielles et d'autres secondaires, 150 affaires de grande corruption impliquant des agents publics depuis 1980 ont été documentées et analysées. De plus, l'étude comprend les résultats de questionnaires, d'enquêtes ("client mystère"), de sondages sur les législations, de discussions de groupe, d'entretiens individuels et d'autres outils de recherche qui ont été employés pour valider les constatations de l'étude.

"Des Manipulateurs de Marionnettes" est un projet de l'initiative Stolen Asset Recovery (StAR), un partenariat entre la Banque Mondiale et l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) afin d'éliminer les refuges pour les produits de la corruption et de faciliter le retour plus systématique et rapide des biens mal acquis.

Pour de plus amples informations, voir: www.worldbank.org/star